

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Des idées politiques? Non merci

L'ensemble des réactions de la presse bourgeoise à l'annonce du nouveau programme du PSS ont été ouvertement hostiles et méprisantes. Que la presse soit de droite dans ce pays, cela n'a rien de neuf.

Plus inquiétante est en réalité l'inculture politique de celles et ceux qui prétendent faire l'opinion. Lorsqu'une éditorialiste parle d'un programme qui sent la «guerre froide» elle témoigne simplement de son incompétence radicale et de sa méconnaissance crasse de l'histoire contemporaine. Qu'un programme social-démocrate modéré puisse faire surgir une telle haine en dit long sur l'hégémonie néo-libérale qui domine les esprits.

Au commentaire politique (qui peut être de droite comme de gauche) s'est substitué une espèce d'idéologie publicitaire (qui, elle, est nécessairement de droite) pour laquelle le message est tout et le fond n'est rien. La stratégie politique est réduite au *marketing* le plus vil. Le PS serait ringard car il ne saurait pas «cibler» ses consommateurs-trices: les bobos ou les pros.

Que des «politologues» et des éditorialistes puissent faire passer une telle bouillie comme jugement dernier sur ces «conservateurs» de socialistes et fassent, en creux, apparaître les véritables forces conservatrices et réactionnaires (la droite) pour des partis progressistes ne laisse pas d'étonner. Malheureusement, plus que de la force de la droite, cette perte d'influence découle d'abord de la faiblesse de la gauche. Une faiblesse qui devra se combler à la fois par les idées et par les actes. Un nouveau programme y aidera.

Réd.

Le prochain numéro de Pages de gauche sera consacré au nouveau programme du PSS. Analyses, critiques et propositions.



Apprendre de ses échecs

Les élections bernoises du 28 mars 2010 auront été instructives à plus d'un titre. Le PBD n'a pas progressé aux dépens de l'UDC, mais le Parti radical s'est effondré à 10% des suffrages. S'agissant du résultat socialiste, la réélection de trois magistrats au profil centriste au Conseil exécutif est contrebalancée par la perte de 5% des suffrages au Grand conseil. L'absence de ligne politique clairement à gauche au PS Berne n'apparaît pas étrangère à ce nouvel échec socialiste. Une leçon à retenir.

Lire aussi en page 7

■ Formation

Une réforme de l'école vaudoise pour plus d'égalité

Page 3

■ International

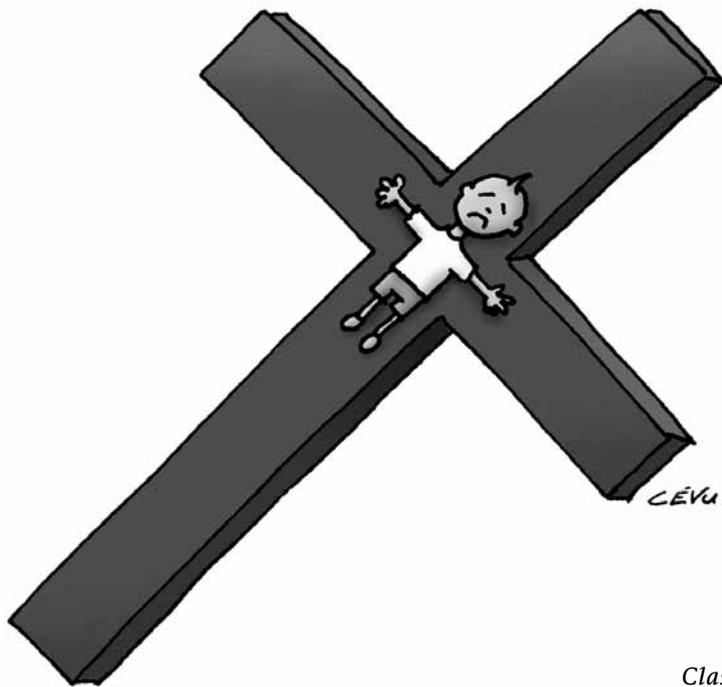
Thaïlande: le gouvernement en péril?

Page 4

■ Assurances sociales

Plus de retour au pays pour les retraité·e·s kosovar·e·s?

Page 7



Classé X

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Pour les prêtres pédophiles

La religion est l'opium du peuple et l'Église catholique une institution hautement hiérarchisée, liberticide, tout sauf démocratique et féministe. Le Vatican reste très officiellement la dernière théocratie d'Europe. Le mouvement socialiste s'est opposé et s'oppose au cléricisme et à la toute-puissance de l'Église.

Ceci étant dit, il n'y a pas vraiment de quoi se réjouir des récentes attaques contre le Vatican et la figure très médiatisée du "prêtre pédophile". La campagne de presse – du *New York Times* aux médias suisses unanimes sur la question – met en lumière l'emprise d'une nouvelle normativité qui ne tolère aucune discussion ni débat. La protection de la victime, de l'enfant, symbole d'une insouciance très *mainstream*, est l'argument définitif pour condamner le prêtre aux feux de l'enfer médiatique.

Or la protection de la victime est un faux-fuyant. L'acharnement sur le "prêtre pédophile" est révélateur de

toutes les angoisses d'une société qui encense l'individualité et la jeunesse contre l'engagement collectif mais n'a en fait jamais abandonné la volonté toute catholique de régenter la vie privée et surtout la sexualité des individus.

L'establishment médiatico-politique condamne aujourd'hui le prêtre parce qu'il ne se soumet pas au *diktat* de l'assouvissement immédiat des désirs. Le célibat ne fait pas bon ménage avec le consumérisme néolibéral. Un prêtre pédophile, commettant le crime par excellence contre la société de l'insouciance, est finalement très rassurant: il permet l'amalgame entre le célibat, l'homosexualité refoulée et la pédophilie pour rejeter en un bloc un mode de vie qui ne se plie pas aux exigences de la nouvelle *doxa*. La lutte contre le "prêtre pédophile" est un combat du conservatisme revêtu d'habits neufs.

Arnaud Thiéry

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Neuchâtel: payer plus pour dépenser moins

Les autorités du Canton de Neuchâtel, jamais à cours d'idées stupides, se sont figuré que la meilleure manière de «redresser» les finances cantonales consistait à engager un «coach» (en l'occurrence l'ancien chef du service des finances de l'État de Vaud) chargé d'indiquer les coupes à effectuer dans les dépenses de l'administration. Coût de l'opération: près d'un million de francs par année. Passons sur la curieuse image d'un gouvernement qui semble ne plus vouloir gouverner et souhaite pour ce faire engager une personne externe, forcément "neutre" et "objective", et censément meilleure juge des destinées du canton que des politiques engoncés dans leurs interminables luttes picrocholines. Malgré le véritable terrorisme intellectuel exercé depuis des années sur la population autour de ce «redressement» des finances, le SSP a décidé de lancer un référendum contre le dernier programme d'économies du canton, dont le «coach» n'est que l'un des éléments. Les signatures doivent être retournées avant la fin du mois de mai, et les feuilles peuvent être imprimées via leur site Internet (www.ssp-vpod.ch).

La situation est en effet scandaleuse à plus d'un titre, et justifie pleinement ce référendum. Premièrement, la capacité fiscale du canton de Neuchâtel est très nettement sous-exploitée s'agissant des entreprises (ce qui explique que le canton soit un contributeur net à la péréquation fédérale), les gouvernements s'étant toujours montrés plus pressés à accorder des abattements fiscaux aux entreprises qu'à chercher à les taxer comme ils auraient dû le faire. Ensuite, le débat sur les finances est de toute manière complètement insensé puisque personne n'est capable de nommer le mal principal qui le frappe: le frein à l'endettement. Il y faudrait un courage politique dont, manifestement, les autorités cantonales sont totalement dépourvues. Et enfin, l'indispensable outil de l'augmentation des recettes n'est jamais évoqué dans ces discussions, le rétablissement de l'équilibre des comptes ne devant passer que par la réduction des dépenses. Ce débat mal posé et ces réponses sciemment incomplètes doivent nous alarmer. Il est urgent d'interrompre cette mécanique infernale avant que des dégâts irréversibles n'atteignent toute la population du canton, car pour les plus faibles, c'est sans doute déjà trop tard.

Antoine Chollet

FORMATION

Ecole vaudoise: sur la voie de l'égalité

La consultation publique sur l'avant-projet de loi sur l'enseignement obligatoire a relancé le débat de la réforme scolaire dans le canton de Vaud. Deux modifications majeures sont envisagées: la suppression de la sélection par filières et celle du redoublement. Il s'agit d'une réforme importante et ambitieuse qui vise à limiter la ségrégation scolaire et à offrir un avenir à tous les élèves.

NI FILIÈRES, NI REDOUBLEMENTS

Le projet a pour premier objectif de supprimer la séparation par filières et de la remplacer par une différenciation par niveaux dans les disciplines principales, les élèves étant regroupés dans les autres. Le changement de niveaux s'effectuerait de manière beaucoup plus souple qu'actuellement, sans redoublement mais avec des appuis si nécessaires. Ce projet nous semble correspondre à ce qu'une école démocratique devrait faire: non pas sélectionner les élèves en fonction de compétences supposées, mais former des citoyens et des citoyennes. L'éducation n'a pas le même sens selon la finalité qu'on lui assigne, et à gauche celle-ci est l'apprentissage de l'égalité et de l'autonomie, c'est-à-dire l'émancipation de chacun·e, quelles que soient par ailleurs ses aptitudes à se conformer aux attentes de l'institution scolaire. À sa mesure, le projet de loi cherche indéniablement à avancer dans cette direction.

Le deuxième axe de la réforme concerne la suppression du redoublement automatique

et remet en cause la crédibilité de ce dernier comme mesure pédagogique. Dans bien des cas, comme de nombreuses études l'ont montré, il est vécu comme une sanction et a plutôt pour effet d'aliéner les élèves concerné·e·s par rapport à l'institution scolaire.

ONZE ANS POUR TOU·TE·S

Une avancée considérable de la loi consiste à y inscrire l'obligation d'effectuer le programme des onze années de formation. Actuellement, la scolarité obligatoire comprend en principe neuf ans (les deux premières années d'école enfantine n'étant pas obligatoires). Mais en raison des redoublements, un jeune peut arrêter l'école en cours de cursus, chose impossible dans le projet de loi, puisque tous les élèves effectuent en principe leur parcours scolaire au même rythme.

Malgré ces propositions positives, il est important de formuler quelques craintes concernant les mesures de soutien et d'appuis permettant aux élèves de passer d'un niveau à l'autre. Les syndicats estiment que les mesures sont insuffisantes et les garanties d'obtenir le budget nécessaire trop faibles.

Par sa volonté de décroisser les élèves séparés en filières, la réforme présentée va évidemment dans le bon sens. Mais elle laisse en suspens certaines questions auxquelles le Département de la formation et de la jeunesse se doit de répondre. Le lien entre l'école obligatoire et ce qui la suit, que

ce soit le lycée ou les voies professionnelles, demeure problématique. Mais dans l'ensemble, limiter la sélection, conduire tous les élèves jusqu'au terme de leur formation et améliorer l'accompagnement des élèves en difficulté sans les stigmatiser sont bien sûr des buts dans lequel la gauche se reconnaît et que nous soutenons sans réserve. Espérons que le parlement et le peuple vaudois auront le courage de se doter d'une école plus égalitaire!

Line Rouyet

Décloisonner l'école

Le projet de réforme a l'avantage de ne plus cloisonner totalement les élèves par classes comme c'est le cas actuellement. Toutefois, la réforme ne règle par entièrement le problème de la sélection. D'abord parce qu'elle institue deux niveaux, qui, malgré l'amélioration des passerelles, pourraient faire perdurer les problèmes de ségrégations actuels. Ensuite, parce que dans ce texte, le Département se décharge de la question des conditions d'entrée au gymnase en arguant qu'elles sont du ressort de la loi sur l'enseignement secondaire supérieur. Au lieu de supprimer la sélection, on la retardera plutôt à la fin de l'école obligatoire, et ceci sans cadre défini. La réforme sera incomplète si les défauts du système actuel se reportent en fin d'école obligatoire. LR

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant·e·s, chômeurs·euses) Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT).

Comité:
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Stéphane Montangero, Philipp Müller, Chantal Peyer, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne.
Secrétariat de rédaction et mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:
Mathieu Gasparini.
Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu).

Relecture:
Dominique Hartmann, Salima Moyard.
Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

INTERNATIONAL

Politiques siamoises

Le destin d'un parti thaïlandais est souvent lié à celui de son fondateur. Ces formations sont souvent une coalition de notables susceptibles de changer de camp selon la conjoncture politique. Le pays étant une monarchie constitutionnelle, le roi Bhumipol Adulyadej ne détient pas de pouvoirs exécutifs mais dispose d'un prestige immense.

de lutte anti-drogue qui causa 2700 morts en quelques mois. Le gouvernement mit en place, pour la première fois, un embryon de sécurité sociale permettant à chaque citoyen-e bénéficiaire d'une consultation médicale à un prix symbolique. De grands programmes de développement rural furent mis en place. Ces mesures et une communication opportuniste

du palais royal. Le TRT fut interdit pour fraude électorale et son chef s'exila pour échapper aux poursuites judiciaires à son encontre.

Le successeur du TRT, le Parti du pouvoir du peuple (PPP) remporta les élections qui conclurent la transition en décembre 2007, et Samak Sundaravej devint Premier ministre, avant d'être contraint à la démission suite à une affaire de corruption, et d'être remplacé par Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin Shinawatra, en septembre 2008. Les démonstrations du mouvement jaune, rebaptisé Alliance populaire pour la démocratie (PAD), continuaient, culminant avec le blocage de l'aéroport international de Souvanaphoum en novembre. Au début du mois de décembre, le PPP fut dissous par la Cour constitutionnelle pour cause de fraude électorale. Abhisit Veijajiva, du Parti démocrate, devient Premier ministre. Depuis, les partisans-es de l'ancien gouvernement, regroupés sous le vocable de Front uni pour la démocratie contre la dictature (UDD), et reconnaissables à leurs chemises rouges, tentent d'obtenir la dissolution du parlement et la tenue d'élections anticipées.



Le monument de la démocratie à Bangkok

Le *krach* de 1997 et l'entrée en scène d'un nouvel acteur sur la scène publique ont constitué un tournant dans l'histoire du pays. Un ancien policier devenu richissime homme d'affaire, Thaksin Shinawatra créa sa propre formation en 1998, le *Thai rak thai* (les thaïs aiment les thaïs, TRT). Elle introduisit dans le pays des techniques de *marketing* politique avancées, grâce à l'expertise de *spin doctors* américains. Le parti bénéficia du soutien du *big business* thaïlandais mais se coordonna aussi avec l'assemblée des pauvres, une coalition d'associations paysannes, afin de séduire l'électorat rural. La nouvelle formation triompha aux élections parlementaires de 2001, et Thaksin Shinawatra devint Premier ministre. Se définissant comme le PDG du pays, il lança une campagne

permirent au Premier ministre de court-circuiter les notables locaux. Le TRT remporta 65% des suffrages lors des élections de 2005. Sa prise de contrôle progressive des institutions du pays et sa volonté affichée de rester indéfiniment au pouvoir inquiétèrent de plus en plus l'opposition.

LES JAUNES ANNONCENT LA COULEUR

Le mouvement jaune, coalition constituée par le Parti démocrate, première force politique à Bangkok et dans le Sud thaïlandais, et certains poids lourds du TRT ayant fait défection, lança les premières manifestations dans la capitale en 2006. Les tensions entre pouvoir et opposition générèrent un coup d'État de l'armée le 19 septembre 2006, et la mise en place d'un gouvernement de transition constitué de proches

ROUGE DE COLÈRE POPULAIRE

Une des ailes du mouvement des chemises rouges affiche de plus en plus un discours de mobilisation des classes laborieuses contre les élites du pays. Une telle rhétorique avait disparu de la scène politique depuis la réduction des derniers maquis du Parti communiste thaïlandais. Une des leçons de cette crise est l'irruption sur le devant de la scène des oublié-e-s de la politique nationale. Quelle que soit l'issue des affrontements en cours, l'État ne pourra plus facilement faire abstraction des intérêts de la périphérie et des classes populaires.

Adrien Fontanellaz

INSTITUTIONS

Réformer le Conseil fédéral?

Deux questions ont été posées récemment à propos du Conseil fédéral. La première, classique, concerne l'élection de ses membres par le peuple et a été relancée par une initiative. La seconde a trait à la présidence du collège et à la prolongation proposée de son mandat à deux ans. Ces propositions nécessitent de réfléchir quelques instants aux problèmes qu'elles posent, qui sont au moins en partie liés.

ÉQUILIBRE DES POUVOIRS

On sait que l'élection du Conseil fédéral par le peuple est une vieille revendication socialiste, datant déjà du XIX^e siècle. Son sens était alors bien entendu de faire accéder le parti au Conseil fédéral, ce qui était tout à fait inimaginable par une élection devant le parlement. Du fait de l'élection majoritaire au Conseil national, la députation socialiste aux chambres était ridicule, et par ailleurs les radicaux s'opposaient par principe à l'entrée d'un socialiste (et, pendant longtemps, d'un conservateur) à l'exécutif. La situation a aujourd'hui changé.

L'effet principal d'une élection par le peuple ne doit donc plus tant être jugé du point de vue de la présence de la gauche au Conseil fédéral, puisque celle-ci est à peu près acquise, mais plutôt du point de vue de l'équilibre entre pouvoir exécutif et pouvoir législatif. Tout renforcement du premier au détriment du second, tel qu'on

l'observe dans la quasi totalité des systèmes politiques occidentaux, est préoccupant. La Suisse partage avec les États-Unis l'avantage non négligeable de disposer d'un parlement à la fois puissant et relativement indépendant du gouvernement et de l'administration. Une élection par le peuple nuirait dès lors très probablement à cette répartition des pouvoirs, en amenant au gouvernement des personnalités qui invoqueraient une mystérieuse "légitimité populaire" en cas de conflit avec le parlement. Que l'on comprenne bien, le pouvoir suisse actuel est certes peu démocratique, mais il le serait sans doute encore moins en cas d'élection du gouvernement par le peuple, car le fossoyeur principal du principe démocratique est bien plus sûrement un gouvernement dont le pouvoir s'autonomise qu'un parlement, fût-il conservateur.

PRÉSIDENTE RENFORCÉE?

La seconde question relève d'une logique sensiblement similaire, mais à l'intérieur même du Conseil fédéral cette fois-ci. La Suisse est l'un des seuls états au monde à disposer d'un véritable gouvernement collégial. Ce fonctionnement permet de contredire les ambitions personnelles et de dépersonnaliser le pouvoir. Or la rhétorique répandue récemment sur le prétendument nécessaire renforcement de la présidence obéit à des principes rigoureusement inverses,

puisqu'on veut à la fois personnaliser le pouvoir gouvernemental et le renforcer. Quant à la visibilité diplomatique de la personne occupant la présidence, se souvient-on du temps pas si éloigné où celle-ci avait l'interdiction de quitter le territoire suisse? Les contacts diplomatiques sont assurés par le département *ad hoc*, et le ou la président-e n'a pas pour vocation de "réseauter" dans les cénacles internationaux! L'impératif d'efficacité a toujours servi à justifier une concentration du pouvoir, et l'idée que nous nous faisons de l'efficacité de tout pouvoir ne repose pas sur une hiérarchie plus forte, mais au contraire sur sa division et un contrôle réciproque. Vouloir renforcer la présidence en allongeant son mandat représenterait ainsi une évolution clairement anti-démocratique.

Antoine Chollet

LE POING PDC et UDC ont déposé deux postulats au



parlement zurichois demandant une hausse des taxes d'études pour les étrangers, qui ont été acceptés par le plénum. Mesure purement xénophobe s'il en est, à l'impact quasi nul sur les finances des hautes écoles, étant donné la proportion minimale de leur budget représentée heureusement par les taxes d'études en Suisse. Pour une fois citons Yvan Perrin dans *Le Temps* du 9 avril, en désaccord avec son parti: «Je crois à l'ascenseur social. Augmenter les taxes pour les étrangers reviendrait à n'accepter que des fils de riches, de milliardaires russes... La capacité de l'étudiant doit primer. S'il suffit d'être riche pour étudier, c'est problématique».

LA ROSE



Une rose pour **Chantal Tauxe**, journaliste à *L'hebdo*, qui a osé rappeler l'évidence qu'un parti à vocation gouvernementale, en l'occurrence le PS, doit à tout prix se méfier du clientélisme et à l'inverse encourager les débats démocratiques en son sein. Enfin une première réception du programme qui ne soit pas malveillante. En ces temps de *marketing* politique forcené, il est agréable de lire cela dans un hebdomadaire qui nous réserve souvent de plus mauvaises surprises!

LAÏCITÉ

Pour le foulard et la minijupe

Ces derniers mois une motion réclamant l'interdiction du port du voile par les élèves de l'école obligatoire a été déposée dans plusieurs parlement cantonaux: à Fribourg par une députée socialiste et dans les cantons de Zurich, de Neuchâtel et de Vaud par l'UDC. Dans tous les cantons le même texte a été déposé, celui préparé par la députée socialiste, qui défend une école laïque et imagine le port d'un foulard comme stigmatisant et amenant à l'exclusion des élèves concernées.



Elèves de tous les pays, parez-vous chacune et chacun de votre foulard!

Si le traitement de cette motion est encore en cours dans les autres cantons, Fribourg et Zürich l'ont déjà clairement rejetée. La question de la présence des religions à l'école est vaste et sera limitée ici à la question du port du voile par les élèves. L'élargissement de l'interdiction à tous les signes religieux n'est qu'un prétexte. C'est bien le voile qui dérange les différent-e-s dépositaires comme cela reste clair dans leur argumentation. Le fait même que ce soit l'UDC qui s'empare de la question devrait démontrer que la démarche n'a pour but ni l'intégration des étrangères ni l'égalité des sexes.

LE VOILE DU FÉMINISME

L'interdiction du voile n'est en rien féministe, pour autant que l'on comprenne le féminisme comme un combat contre l'oppression des

femmes et pour leur émancipation. Il ne s'agit pas de se prononcer sur le fait que le foulard est ou non un symbole d'oppression. Les justifications que l'on donne du port du foulard ne laissent que peu de doutes. Mais attention à ne pas tout confondre: se battre contre l'obligation du port d'un foulard comme certaines féministes de pays musulmans n'est pas contradictoire avec la tolérance du même vêtement en Suisse.

Pour quoi se bat-on? Pour un uniforme ou pour des droits égaux entre les sexes? Le problème dans certains pays musulmans est l'accès à l'éducation des filles et le fait qu'il soit conditionné au port du foulard. Nous reproduisons la même attitude d'intolérance si nous conditionnons la fréquentation de l'école à l'absence de port du voile. En quoi suis-je heurtée comme féministe? Pas par le foulard, mais par le fait que des personnes sont victimes d'atteintes à leur liberté en raison de leur sexe. Et l'interdiction du port du voile, c'est exactement cela: une restriction de la liberté individuelle en raison du sexe, doublée d'une discrimination contre les musulmanes.

Enfin si l'on peut voir dans le voile un symbole de la domination masculine, pourquoi ne s'attaquer qu'à celui-ci? Interdisons aussi la minijupe, les hauts talons et les magazines féminins. La première a d'ailleurs été aussi interdite dans certains établissements scolaires... Mais que faisons-nous quand nous privons de libertés un groupe de personnes déjà victimes de discriminations? N'est-ce pas une nouvelle infantilisation et un renouvellement de la domination exercée sur ce groupe?

FOULARD ET AUTRES ACCESSOIRES

La question de savoir ce que représente le foulard n'est en fait pas pertinente. Il faudrait plutôt interroger les valeurs des personnes qui combattent son port. Si je pense que les hommes et les femmes sont égaux et que j'agis en conséquence, en quoi m'importe le foulard? Ce n'est pas lui qui produit la discrimination mais le regard de celles et ceux qui y voient

un droit à traiter différemment les femmes. Si nous voulons intégrer chacun-e et tendre à l'égalité, c'est à notre regard de changer et non aux autres de s'y adapter.

L'interdiction ne s'adresse pas qu'aux femmes, mais à tous les signes religieux? Que l'on regarde concrètement et l'on ne verra pas beaucoup de kippa ni de croix mises au ban, ni même de musulman raser sa barbe. Mais surtout qu'est-ce qu'un signe religieux? Si une élève catholique se présente avec un foulard, va-t-on l'obliger à l'ôter?

POUR L'ÉMANCIPATION PLUTÔT QUE L'INTERDICTION

C'est toujours aux dominé-e-s de faire leurs preuves. Personne ne demande aux hommes musulmans de se raser, aux Suisses de prouver leur intégration par la réussite d'une fondue, ni aux protestants de montrer leur attachement à la laïcité. Le projet socialiste vise à protéger les libertés de toutes et tous, et surtout des groupes discriminés, de même qu'à développer l'autonomie des individus. Chaque personne doit ainsi pouvoir s'émanciper à la fois par la critique et la tolérance des valeurs des autres. Comment une interdiction, justifiée uniquement par une norme actuellement dominante et produisant des exclues, contribuerait-elle à cette émancipation?

Stéphanie Pache

ASSURANCES SOCIALES

Les travailleuses·eurs kosovar·e·s de Suisse discriminé·e·s

A fin 2009, le Conseil fédéral a décidé de ne pas renouveler la convention de sécurité sociale existant entre la Suisse et les pays d'ex-Yougoslavie (datant de 1962), dont le Kosovo. Cette nouvelle donne, entrée en vigueur depuis le 1er avril, est lourde de conséquences pour l'une des plus importantes communautés de migrant·e·s en Suisse et plonge les quelques 200'000 travailleuses·eurs kosovar·e·s de ce pays dans une situation de discrimination choquante et surtout incompréhensible.

Concrètement, cela signifie la fin des versements de rentes AVS, AI et SUVA pour les nouveaux ayant-droits désireux de rentrer au Kosovo. Jusqu'à présent, les ressortissant·e·s kosovar·e·s ayant travaillé sur sol helvétique et au bénéfice d'une rente AVS, AI, SUVA pouvaient «exporter» ce droit aux prestations sociales et continuer à percevoir leur dû en

rentrant au pays. De même, ces travailleuses·eurs pouvaient bénéficier d'allocations familiales pour les enfants domicilié·e·s au Kosovo.

LA SUISSE, BOSSEZ-Y ET VIEILLISSEZ-Y

Désormais cela ne sera tout simplement plus possible, et le seul moyen pour les personnes concernées de percevoir leurs rentes sera de demeurer en Suisse durant leur retraite ou leur invalidité, comme cela se passe pour les pays avec lesquels aucune convention sociale n'a été conclue. Or, aucun de ces pays «non conventionnés» ne peut se targuer d'une communauté aussi importante en nombre que les Kosovar·e·s., qui participent pleinement au développement économique suisse et qui ont... cotisé à ces assurances sociales auxquelles on veut aujourd'hui restreindre leur accès. Par ailleurs, cette décision est par-

ticulièrement choquante dans la mesure où la grande majorité des travailleuses·eurs kosovar·e·s de ce pays est employée dans le bâtiment ou d'autres métiers extrêmement pénibles et représentant d'importants risques pour la santé.

La politique d'assainissement des assurances sociales que mène le Conseil fédéral sur le dos des travailleuses·eurs se fait de surcroît sur fond de traque à l'abus et de discrimination raciale. Pour dénoncer cette mesure anti-sociale et injuste, et demander au Conseil fédéral de réexaminer sa position sur la question, des associations, relayées par les syndicats, ont lancé une pétition qui sera remise le 30 avril. En cette période d'attaques incessantes contre nos acquis sociaux, manifester sa solidarité à la communauté kosovare revêt une importance capitale.

Maurizio Colella
Pétition disponible sur
www.unia.ch

BERNE

Le Gurten, Golgotha du PS Berne

Il est piquant de lire le commentaire de Simonetta Sommaruga sur les élections bernoises du 28 mars 2010. Pour l'égérie du social-libéralisme, l'échec de son parti est dû à la perte de confiance du centre politique qui ne se retrouve plus dans la ligne du PS Berne. En clair, la camarade Simonetta prétend que c'est parce qu'elle n'a pas réussi à imposer il y a dix ans son programme de libéralisations et privatisations que le parti s'est effondré en terres bernoises.

Il faut reconnaître à la présidente de la *Stiftung für Konsumentenschutz* (Fondation pour la protection des consommateurs·trices, *ndlr*) l'honnêteté d'admettre la défaite de son parti. Au Grand conseil, le PS est passé de 42 à 35 sièges sur 160, soit un recul de plus de 5% des suffrages. Sa liste réunit moins de 19% des voix, alors qu'elle se situait à plus

de 26% en 2002. Notons que le Parti radical dépasse cette année à peine les 10% et que l'UDC se retrouve à 26%, alors que les scores de ces partis se montaient à, respectivement, 18% et 31% des voix en 2002. Le Parti bourgeois-démocratique (PBD) réunit 16% des suffrages, résultat qui ne s'explique de loin pas par le seul transfert des voix "dissidentes" en provenance de l'UDC.

UNE DÉFAITE? QUELLE DÉFAITE?

Pourtant, le soir du scrutin, le PS suisse criait victoire après la réélection de trois socialistes et d'un vert au Conseil exécutif et la Jeunesse socialiste suisse se félicitait d'un succès cantonal, en ne manquant pas de féliciter «sa» députée Nadine Masshardt.

Quelle leçon tirer de ces élections? Manifestement, la recette bernoise n'est pas un succès. Le PS local réussit très bien à réunir

des voix sur des personnalités consensuelles, au discours centré et au bilan politique que ne renierait aucun bourgeois-démocratique de l'Oberland. Mais derrière ces personnalités qui se reconnaissent à leur volonté de gommer tout lien avec leur parti (cf. www.4-gewinnt.ch) se dessine un désert idéologique.

N'en déplaise à la camarade Simonetta, les élections du 28 mars 2010 sont bien plutôt le résultat de son manifeste du Gurten qui vouait le parti aux gémonies. On retiendra avec profit qu'un programme politique cohérent et ancré à gauche est une recette électorale plus efficace que la liquidation du parti du haut des collines bernoises, notamment dans l'optique de la révision du programme socialiste suisse qui débute en ce mois de mai.

Arnaud Thiéry



Pas de décharge pour Ospel: au compost, avec les actifs pourris!

SALLE DES PAS PERDUS

Après la mort du PLR

Avec à peine 10% des suffrages récoltés par le Parti libéral-radical à Berne, il n'est plus absurde d'envisager la disparition du parti fondateur de l'État suisse moderne. Essai de politique fiction.

Cette disparition débouche sur la perte d'une plate-forme destinée à mettre en réseau les banques de campagne avec celles de la *Bahnhofstrasse*, les assurances avec le petit patronat des PME, et l'État-major avec les fournisseurs de l'armée. L'UDC tente de profiter du vide, mais favorise trop la finance zurichoise. Le PDC, dont le destin était lié à celui de son ennemi du *Sonderbund*, sombre également. Le PS observe la reconstitution du bloc bourgeois et la prise de pouvoir d'un nouveau parti non idéologique qui, comme le PRD en son temps, se veut la synthèse de la gauche et de la droite.

Vous avez reconnu le successeur du PRD? Politique fiction? Pour l'instant. Mais parmi les formations qui réunissent environ 10% des voix, ce n'est pas le parti radical qui a le vent en poupe. AT

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

EN BREF

Climat

Plus fort que la CGT, le WWF et Ben Laden réunis: Eyjafjöll.

Matons

Bavure dans une prison vaudoise. Les surveillants ont tenus à respecter la consigne: frapper avant d'entrer.

Totalitarisme

La croisade anti-tabac va vraiment trop loin! Que reste-t-il à faire, si on n'a même plus le droit de fumer son matelas en prison?

Corbeaux

À *Infrarouge*, Isabelle Moret indique que le PLR ne touche plus de subsides de l'UBS depuis l'intervention des pouvoirs publics. Contrairement aux autres formations de centre droit, précise-t-elle.

Menaces sécuritaires

L'armée suisse ne reçoit pas les moyens suffisants pour défendre notre pays. Pourtant, ça ne coûte pas cher un Tupolev...

Psychologie

Le porte-parole du Vatican fait le lien entre homosexualité et pédophilie. Par contre, en mémoire de Jean-Paul II, il se refuse toujours à faire un lien entre Pologne et alcoolisme.

Conscription

Le GSsA veut mettre fin à l'obligation de servir. Moritz Leuenberger approuve, il a lui-même mis personnellement fin à l'obligation de servir à quelque chose.

Lôzane rouge

Le PLR aligne deux parfaits inconnus pour reconquérir un deuxième siège à la Municipalité de Lausanne. «C'était ça ou deux candidats de gauche», aurait déclaré un cadre du parti.